

Adapter les budgets nationaux aux besoins de la sécurité citoyenne

Éléments à considérer dans le domaine des politiques de sécurité citoyenne et de l'allocation budgétaire dans la région

Lorena Vinueza¹

Résumé

Les budgets alloués reflètent clairement la politique de la sécurité citoyenne. On constate que dans la région on investit davantage dans le contrôle et la répression de la violence et de la criminalité que dans la réhabilitation et la prévention des facteurs structurels qui les génèrent.

Les études de cas enregistrés au Pérou, au Chili et en Equateur montrent que dans les budgets alloués à la sécurité on ne tient compte, dans le meilleur des cas, que des coûts associés à la police, à la justice et à la réhabilitation. Dans aucune de ces études ne sont considérés les investissements consacrés à modifier les facteurs structurels primaires (population en général) ou secondaires (groupes sociaux risquant d'adopter un comportement délictueux). Cela est peut être dû aux difficultés inhérentes à la planification intersectorielle de l'Etat et à cause de l'ampleur de chaque secteur.

Un facteur commun dans les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) est le niveau élevé d'inégalité dans la répartition des revenus : une grande partie de la population vit dans la pauvreté chronique. Dans ce contexte il est nécessaire de concevoir l'inégalité comme un acte de violence du système économique contre la majorité de la population qui donne lieu à toutes les conséquences connues de la violence : mort, maladies, troubles psychologiques, troubles du développement, privations, etc. Il faut aborder la violence et la criminalité comme des manifestations dans un contexte historique caractérisé par des interactions politiques, culturelles, sociales et économiques non équitables.

A l'exception de Cuba, à partir des années 80 l'insécurité et la violence ont augmenté dans la région de l'ALC, ce qui coïncide avec d'importants ajustements structurels de politiques économiques néolibérales qui ont démantelé les Etats et leurs capacités réelles d'intervention. Ce projet politique et économique s'est soldé par un échec, comme l'indiquent clairement ses conséquences : croissance de l'inégalité et de l'insécurité dans la région. La population la plus touchée par la violence est celle qui est exclue ; dans le cas de l'Equateur, une étude sur les homicides effectuée en 2008 montre que 75,8% des victimes d'homicide avaient un faible niveau d'éducation. En échange, le taux d'homicides dans le segment de population ayant un niveau d'éducation supérieur est très faible.

Les politiques de sécurité citoyenne doivent considérer la violence comme un phénomène complexe qui obéit à des facteurs psychologiques, biologiques, économiques, sociaux, culturels et multidimensionnels. Les problèmes les plus graves associés aux taux élevés de crimes violents enregistrés dans la région sont la tendance vers la sécurisation de la politique et la politisation de la sécurité, ajoutés à la prédisposition des citoyens à accepter des politiques dites de « main dure » qui ne respectent pas les droits et les libertés et la faible importance de politiques intégrales de sécurité citoyenne.

Les politiques devraient se baser sur des interventions à moyen et à long terme pour résoudre des problèmes structurels à partir d'un modèle de développement qui réduise les niveaux d'inégalité, une des causes principales de l'insécurité. Ces interventions doivent viser à transformer les modèles socioculturels violents, l'éducation, la santé et l'emploi; à protéger la population à risque et à renforcer le capital social. Ces solutions sont difficiles à mettre en œuvre dans la pratique, mais elles sont indispensables. D'autres aspects à considérer comprennent la croissance du crime organisé international et l'inégalité de genre en ce qui concerne les politiques sociales et économiques. Bref, il ne se produira aucune amélioration tant que l'exclusion d'une grande partie de la population reste une réalité. Dans la région, la violence et la criminalité ont augmenté de façon constante au cours de ces vingt dernières années.

¹ Docteur en psychologie clinique, spécialisée en thérapie familiale systémique. Médiatrice. Diplôme International en conception de politiques publiques pour lutter contre la criminalité en démocratie. Mastère en gouvernabilité et gestion politique. Spécialiste en thèmes liés à la violence, à la sécurité citoyenne et à la sécurité routière, focalisés sur la gestion, la planification, les politiques publiques, le développement d'indicateurs, l'approche de genre et l'économie alternative. Expérience dans le développement et l'évaluation de projets sociaux ; les budgets participatifs ; la prévention de la violence domestique, de genre et la maltraitance des enfants ; la gestion du talent humain et la programmation neurolinguistique.

Directrice métropolitaine de Sécurité citoyenne de la Municipalité de Quito. Membre du conseil d'administration de l'Association IRSA des Pays-Bas, représentante de la région d'Amérique latine. Présidente exécutive de la Fondation pour la sécurité routière et citoyenne IRSA EQUATEUR, filiale indépendante. Consultante pour la réalisation de diagnostics et de plans de sécurité nationale et locale, d'enquêtes de victimisation et pour la création d'observatoires de la criminalité. Conseillère auprès des ministères de l'Intérieur et de la Coordination de la sécurité.

1. Les budgets nationaux pour le traitement de la sécurité citoyenne dans la région de l'Amérique latine et les Caraïbes (ALC) ne reflètent pas entièrement la problématique régionale et ne répondent pas équitablement au système institutionnel chargé de la combattre

« Les budgets sont définis en fonction des relations de pouvoir qui finalement s'expriment dans les politiques publiques. Cela signifie que leur approbation dépend de l'équilibre de pouvoir entre les différents acteurs et des besoins exprimés par la population. Mais cela est également lié à la destination institutionnelle des ressources en fonction des priorités établies au niveau social (agenda politique) et selon le cadre institutionnel existant.² »

Les budgets alloués reflètent la politique de sécurité citoyenne et on constate que dans la région on investit davantage dans le contrôle et dans la répression (facteurs déclencheurs de la délinquance), en deuxième lieu dans la justice et, en dernier lieu, dans la réhabilitation et la prévention des facteurs structurels générateurs de violence. Le cas de l'Équateur avec des données correspondant à différentes années est un exemple de cette situation.

Année	Budgets alloués aux différentes années (Équateur)	Montant en USD
2011	Police Nationale ³	981.596.062
2010	Police Nationale	885.627.145
2010	Système de Justice	301.521.220
2006	Système de Justice ⁴	132.375.800
2010	Réhabilitation Sociale ⁵	44.555.467
2005	Réhabilitation Sociale ⁶	2.848.044
2010	Modernisation de la Police Nationale et Sécurité citoyenne ⁷	103.102.339
2010 et 2011	Prévention de la violence de genre et prise en charge des mineurs à risque ⁸	5.621.628

L'analyse globale du *Programme de sécurité citoyenne pour la gestion des résultats du développement* (2010) du ministère de l'Intérieur, qui gère les ressources allouées par le gouvernement pour le traitement de la sécurité, montre que 2,83%⁹ du total est consacré à la prévention et à la lutte contre la violence de genre et 0,05% à la prise en charge des mineurs à risque.

Le problème de la planification intersectorielle pour la sécurité citoyenne

Les études de cas effectuées au Pérou et au Chili montrent que les budgets alloués à la sécurité tiennent compte, dans le meilleur des cas, des coûts liés à la police, à la justice et à la réhabilitation et que dans aucun cas on ne considère l'investissement dans des interventions destinées à modifier les facteurs structurels primaires (population générale) ou secondaires (groupes sociaux risquant d'adopter un comportement délictueux). Cela est peut être dû aux difficultés inhérentes à la planification intersectorielle et à cause de l'ampleur de chaque secteur.

2. Modèle économique concentrateur de richesse et générateur de violence et d'insécurité citoyenne dans la région de l'ALC

La violence détruit des vies et entraîne des coûts économiques importants pour la société ; certains pays consacrent plus de 4% de leur PIB aux dommages liés à la violence, selon les résultats du septième rapport de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Un facteur commun dans les pays de l'ALC est la forte inégalité dans la répartition des revenus : une grande partie de la population vit dans la pauvreté chronique. L'inégalité mondiale est estimée à 0,63%, et « le revenu de 20% des personnes les plus riches du monde est 28,7% fois plus élevé que celui de 20% des personnes les plus pauvres. »¹⁰

Dans ce contexte, il faut concevoir l'inégalité comme un acte de violence du système économique contre la majorité de la population qui donne lieu à toutes les conséquences connues de la violence : mort,

² CARRIÓN, F. et DAMMERT M., Compilateurs. « Economía Política de la Seguridad Ciudadana » FLACSO-Quito, 2009.

³ www.policiaecuador.gob.ec

⁴ Statistiques judiciaires en Amérique Latine : http://estadistica.tsjdf.gob.mx/portal/docs/Anuario2011/capitulo_6.pdf

⁵ Budget général de l'État (2010) : <http://bi.finanzas.gob.ec/ibmcognos/cgi-bin/cognos.cgi>.

⁶ http://lib.ohchr.org/HRBodies/UPR/Documents/Session1/EC/CEDHU_ECU_UPR_S1_2008anx_SISTEMA%20PENITENCIARIO%20ECUATORIANO.pdf.

⁷ Le budget alloué à la Police nationale n'est pas inclus

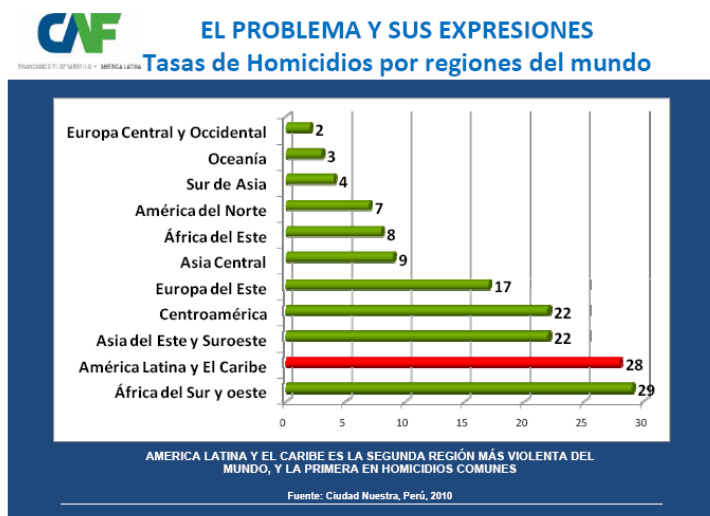
⁸ Cette valeur est assignée dans le *Programme de sécurité citoyenne à la gestion pour des résultats de développement* du ministère de l'Intérieur (2010/11) et ne comprend pas les budgets alloués à la gestion de la Direction nationale de genre ni aux Commissariats de la femme et de la famille.

⁹ 2,83% correspond à 5.512.628 dollars américains.

¹⁰ <http://www.uv.es/asepuma/XIV/comunica/51.pdf>

maladie, troubles psychologiques, troubles du développement, privations, etc. Il faut aborder la violence et la criminalité comme des manifestations du contexte historique (interaction politique, culturelle, sociale et économique non équitable).

A l'exception de Cuba, l'insécurité et la violence ont augmenté dans la région de l'ALC à partir des années 80, ce qui coïncide avec d'importants ajustements structurels de politiques économiques néolibérales qui ont démantelé les Etats et leurs capacités réelles d'intervention. Ce projet de politique économique s'est avéré un échec, comme l'indiquent ses conséquences : une croissance de l'inégalité et de l'insécurité dans la région.

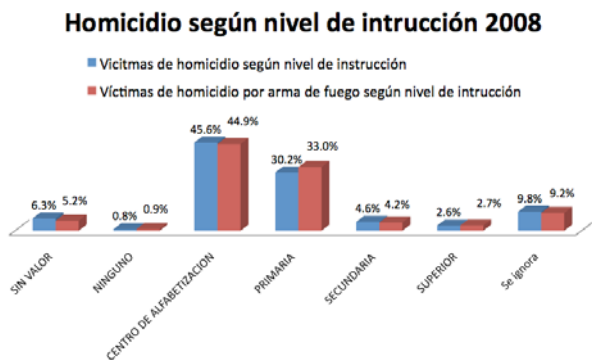


LE PROBLÈME ET SES EXPRESSIONS

Taux d'homicides par régions du monde

La région de l'ALC est la deuxième région la plus violente du monde et la première dans le domaine des homicides de type commun

Source : Ciudad nuestra, Pérou, 2010



Homicide selon le niveau d'instruction 2008

Victimes d'homicide selon le niveau d'instruction

Victimes d'homicide par arme à feu selon le niveau d'instruction

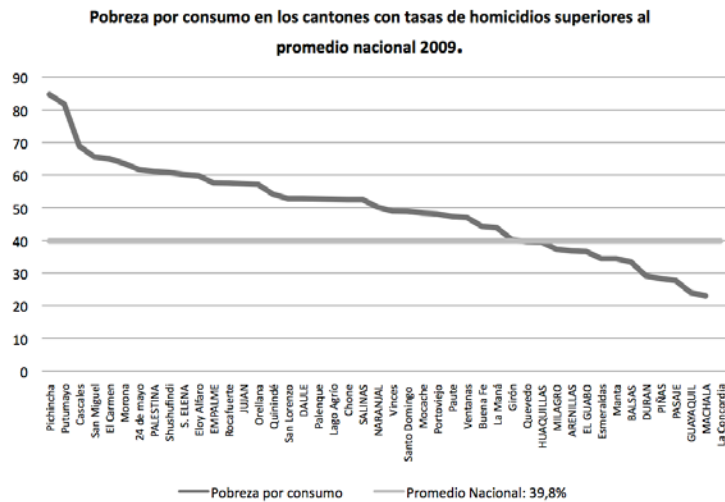
Sans valeur / Aucune / Centre d'alphabétisation/ Etudes primaires/ Etudes secondaires/ Etudes supérieures/ ignoré

La criminalité et la violence sont associées à une augmentation de l'inégalité, à la limitation progressive des possibilités sociales et à un contrôle insuffisant des institutions de l'Etat, ce qui mène à la corruption, à l'incapacité de la police, à l'impunité associée à l'inefficacité, à une législation limitée, à une politique publiques de prévention inexistante (ou inadéquate) et à l'inefficacité du système pénitentiaire (qui ne donne pas aux détenus la possibilité de se réinsérer). Tous ces facteurs impliquent des coûts économiques, sociaux et politiques élevés : l'érosion du capital social (la violence diminue la confiance et la coopération entre individus et entre groupes sociaux), la transmission de la violence à travers les générations, la réduction de la qualité de vie et la détérioration du système démocratique (San Juan, Ana Maria. 2010).

Comme montre le graphique, la population la plus touchée par la violence est la population exclue. Dans le cas de l'Equateur, une étude sur les homicides effectuée en 2008 montre que 75,8% des victimes d'homicide avaient un faible niveau d'éducation : personnes ayant assisté à des centres d'alphabétisation ou n'ayant fait que des études primaires. Le taux d'homicide dans le segment de la population ayant un niveau d'éducation supérieur est très faible.¹¹

Un autre paramètre qui illustre la relation entre l'exclusion et la violence homicide dans cette étude est la corrélation existant entre les taux d'homicides et les cantons les plus pauvres du pays. Environ 70% des cantons ayant des taux d'homicides supérieurs à la moyenne nationale ont des niveaux de pauvreté liée à la consommation supérieurs à la moyenne nationale. Finalement, l'étude révèle que 55,6% des cantons qui ont des taux d'homicides supérieurs à la moyenne nationale affichent des taux de pauvreté extrême qui dépassent la moyenne nationale.

¹¹ Estrella, Carla. Étude sur les homicides en Équateur effectuée pour le ministère de l'Intérieur, 2010.



Pauvreté lié à la consommation dans les cantons où les taux d'homicides sont supérieurs à la moyenne nationale 2009.

Pauvreté liée à la consommation - Moyenne nationale : 39,8%

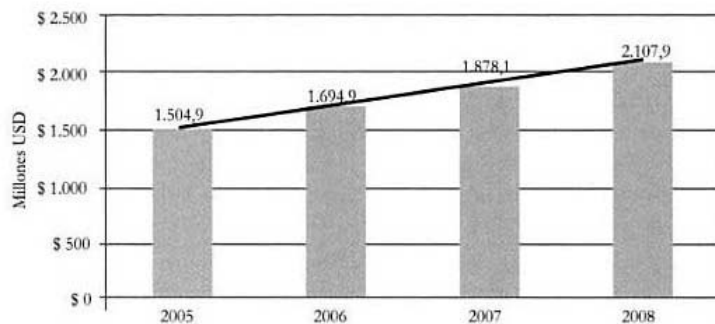
3. Budget et sécurité citoyenne dans quelques pays de la région : les cas du Chili et du Pérou

CHILI

Entre 1997 et 2006, le gouvernement central a augmenté son investissement dans le domaine de l'ordre et de la sécurité de 161,7% : de 727 millions (1997) à 1,898 milliards (2007). Le PIB national est passé de 1,1 à 1,3%.¹² Ce qui a donné lieu à une réduction de la victimisation [43,0%(2003), 38,3% (2005) et 34,8% (2007)].

Gráfico 8

Presupuesto total del gasto público en seguridad ciudadana (2008)



Graphique 8

Budget total de la dépense publique en sécurité citoyenne (2008)

Millions d'USD

Source : Elaboration propre basée sur DIPRES (2008)

Fuente: Elaboración propia con base en DIPRES (2008).

PÉROU

« Le Pérou traverse une période extraordinaire de croissance économique qui a commencé en 2002. Le rythme de croissance de l'économie péruvienne au cours des 6 dernières années est de 5% par an. En 2007, la croissance du PIB a été de 8,3%, le chiffre le plus élevé au cours de ces 12 dernières années. [...] Il convient de signaler que cet environnement de prospérité économique, qui ne profite qu'aux secteurs privilégiés, n'est pas parvenu à réduire les conflits sociaux, les inégalités ni le sentiment d'insécurité ... »¹³

L'étude analyse l'évolution des plaintes enregistrées par la police nationale concernant délits, infractions et crimes (1999/2006), et le budget du ministère de l'Intérieur pour prévenir et combattre la criminalité et enquêter sur les délits, les infractions et les crimes dans le pays et les dénoncer.¹⁴ Les données utilisées dans la recherche proviennent du Système de gestion financière du ministère de l'Economie ; bien que ces données soient fiables, il existe un certain désordre dans l'organisation d'enveloppes budgétaires dans les activités de sécurité citoyenne, ce qui conspire contre la qualité de l'analyse.

Le boom économique a commencé en 2002 et les délits mineurs (agressions sur la voie publique, vol de véhicules et accessoires, micro commercialisation et consommation de drogues, gangs, proxénétisme,

¹² Carrión, F. et Dammert, M. « Economía Política de la Seguridad Ciudadana », 2009. P. 67.

¹³ Idem

¹⁴ Loi du ministère de l'Intérieur sur l'économie politique de la sécurité citoyenne. P. 82

violence domestique ou viol) ont augmenté de 147 975 à 232 504 entre 1999 et 2006. Ces délits sont permanents et affectent toutes les couches sociales (Yepez Dávalos.2004).

Budget total par rapport au budget interne

Année	Budget total de la République	Budget du secteur intérieur	% du budget total
1999	9.451.865.893,49	710.565.333,14	7,5%
2000	9.755.244.425,50	795.468.043,27	8,2%
2001	10.203.356.472,57	837.360.487,71	8,2%
2002	10.393.710.831,71	753.485.849,43	7,2%
2003	12.828.820.260,81	823.037.081,56	6,4%
2004	12.937.063.710,26	866.356.809,38	6,7%
2005	15.011.295.513,07	972.510.585,11	6,5%
2006	15.506.789.539,94	1.013.769.211,59	6,5%
2007	19.879.672.790,97	1.223.592.172,58	6,2%

Source: SIAF, ministère de l'Economie et des Finances du Pérou (MEF).¹⁵

« Entre 2000 et 2004, les plaintes pour délits ont presque triplé (de 5900 à 15 168). À cette époque le gouvernement avait mis en œuvre pour la première fois une politique de sécurité citoyenne appelée Système national de sécurité citoyenne qui a permis d'accroître la surveillance et le contrôle policier, ce qui a réduit le nombre de délits dans les rues pendant la période 2005/06. [...] la croissance de l'économie s'est accompagnée d'une diminution du nombre de plaintes pour délits graves et crimes au cours de ces années. Par contre, pendant cette même période on a constaté une augmentation des infractions mineures, ce qui remet en cause l'exécution efficace de la politique de sécurité citoyenne à tous les niveaux de l'État. »¹⁶

4. Questions à considérer dans la politique de sécurité citoyenne et dans l'allocation budgétaire dans la région

« La violence est un phénomène complexe et multidimensionnel lié à des facteurs psychologiques, biologiques, économiques, sociaux et culturels. Les phénomènes qui accompagnent les comportements violents franchissent en permanence les frontières entre l'individu, la famille, la communauté et la société. La catégorisation de la violence est utile pour son étude et pour la conception et la mise en œuvre de politiques destinées à la prévention et au contrôle d'un ou de plusieurs types combinés de violence. »¹⁷

Selon les résultats de différentes recherches, la violence a généré un coût ajouté équivalant à 14,2% du PIB régional, et les pertes de capital humain causées par le crime atteignaient près de 2%.¹⁸ Les coûts de santé liés à la violence (% du PIB) en Amérique centrale et en Amérique du Sud étaient de 1,9% (Brésil); 4,3% (Colombie); 4,3% (El Salvador) ; 1,3% (Mexique); 1,5% (Pérou) et 0,3% (Venezuela).¹⁹

Dans la plupart des pays, les politiques de sécurité visaient à renforcer la capacité des organismes de sécurité, et des tentatives de réforme et de modernisation de la police ont été faites (en général inachevées ou avec des résultats douteux ou insatisfaisants); à améliorer la collecte et le tri de l'information délictuelle; à développer des stratégies ou des plans nationaux de prévention (très limités, non intersectoriels et avec des budgets limités); à renforcer les systèmes de justice (encore très limités) et les plans de développement et de prévention municipaux (avec des ressources limitées) ; à contrôler la violence domestique (budget limité et résultats difficiles à évaluer en raison de l'absence de données de référence permettant l'évaluation des politiques) et à promouvoir la participation citoyenne à la sécurité (résultats limités et manque de clarté dans le rôle que le citoyens doivent jouer dans le domaine de la sécurité).

Le degré de réussite de ces politiques a été variable et limité dans la plupart des cas, à en juger par les taux de violence persistants. Au stade actuel, outre les doutes sur le « succès » obtenu, on constate dans les publications de tous les organismes des Nations Unies que la consommation de drogue a augmenté dans presque tous les pays de la région (San Juan, Ana Maria. 2010).

Une prémisses de base pour la formulation des politiques publiques de sécurité citoyenne est le respect de la dignité, des droits de l'homme et des libertés fondamentales des individus. Un problème majeur

¹⁵ Élaboration d'Alejandra Muñoz Gonzalez (en utilisant le Budget institutionnel d'ouverture) dans « Economía Política de la Seguridad Ciudadana » de Fernando Carrión et Manuel Dammert, compileurs, 2009.

¹⁶ CARRIÓN, F. et DAMMERT, M., Compileurs. "Economía Política de la Seguridad Ciudadana", 2009.

¹⁷ M. Buvinic, A. Morrison et B. Orlando. Violencia, crimen y desarrollo social en América Latina y el Caribe, 2007. P. 319.

¹⁸ Cfr. Londoño, Juan Luis; Guerrero, Rodrigo, *Violencia en América Latina, Epidemiología y Costos*, Document de travail R-375, Réseau de Centres de recherche, Banque Interaméricaine de développement BID, 1999.

¹⁹ Cfr. Organisation Mondiale de la Santé: <http://www.who.int/mediacentre/news/releases/2004/pr40/es/index.html>.

associé aux taux élevés de crimes violents enregistrés dans la région est la tendance à la sécurisation de la politique et à la politisation de la sécurité, ajoutée à l'acceptation des citoyens de politiques de « main dure » qui ne respectent pas les droits et les libertés et à la faible densité de politiques intégrales de sécurité citoyenne.

Ce manque d'intégralité dans les politiques de sécurité est dû à des facteurs structurels (manque d'incorporation de politiques sociales et difficultés de coordination intersectorielle caractéristiques des gouvernements de la région). La pression exercée par la citoyenneté pour obtenir des résultats immédiats et visibles entraîne le fait que les interventions soient plus conjoncturelles, politiques et non techniques et plus orientées vers la répression (électorale et plus visible) que vers la prévention (qui nécessite des interventions structurelles à moyen et à long terme, et un modèle de développement qui réduise les niveaux d'inégalité). Les interventions visant à transformer les modèles socioculturels violents, l'éducation, la santé, l'emploi, le soutien à la population à risque et le renforcement du capital social sont plus difficiles à mettre en œuvre dans la pratique.

Un autre élément important à considérer dans le développement de politiques est la croissance du crime organisé international, fléau qui a envahi la politique, les gouvernements et les institutions de l'État qui de par leur faiblesse institutionnelle sont des proies faciles pour l'infiltration. Quelques exemples de cette situation sont représentés par le Mexique et par la Colombie avec les cartels de la drogue.

L'inégalité de genre dans les politiques sociales et économiques est un autre facteur qui contribue à la violence, notamment à la violence domestique qui s'exerce surtout contre les femmes. Selon le « Rapport mondial sur la violence » rédigé par l'OPS, « l'une des formes les plus courantes de violence contre les femmes est la violence infligée par le mari ou par un partenaire masculin de la victime. » Le fait que les femmes aient souvent des liens affectifs avec l'homme qui les maltraite et dépendent financièrement de lui, exerce une grande influence sur la dynamique de la violence. Dans 48 enquêtes (population mondiale), entre 10% et 69% des femmes ont déclaré avoir été agressées physiquement par leurs partenaires à un moment donné de leur vie. Le pourcentage de femmes agressées par leur partenaire au cours des 12 mois précédents allait de 3% à 52% selon le pays.

3% ou moins de femmes	27% de femmes qui ont eu un partenaire au moins une fois	38% de femmes mariées	52% de femmes mariées
En Australie	À León-Nicaragua	En République de Corée	En Palestine, en Cisjordanie et dans la frange de Gaza
Au Canada			
Aux États-Unis			

L'indice d'inégalité de genre (IIG) du « Rapport sur le développement humain » du PNUD (2010) calculé pour 138 pays montre que l'inégalité de genre continue de provoquer des pertes élevées dans le développement humain de notre région.²⁰ En outre il existe d'autres facteurs impliqués dans l'insécurité citoyenne qui doivent être considérés lors de l'établissement des politiques²¹ :

- Facteurs environnementaux et urbanistiques.
- Facteurs sociaux et économiques : faible niveau de scolarité, chômage, surpeuplement, besoins de base et de consommation non satisfaits, possession d'armes, détérioration du tissu social et comportements de consommation qui créent des modèles de style de vie inaccessibles.
- Facteurs politiques et institutionnels.
- Facteurs historiques.
- Facteurs culturels : prévalence d'une culture patriarcale avec des caractéristiques coloniales à tous les niveaux.
- facteurs individuels (liés à l'individu : sexe, âge, caractéristiques biologiques et physiologiques, environnement familial). Les mineurs commencent à suivre une trajectoire criminelle dès l'enfance.²²
- Facteurs domestiques et familiaux (taille et densité du foyer, histoire de violence familiale, défaillance du contrôle et de la supervision des enfants, faible capacité d'éducation des enfants, abandon

²⁰ PNUD. Rapport sur le développement humain 2010. L'IIG indique les inégalités de genre dans les domaines de la santé reproductive, l'autonomisation et la participation sur le marché du travail : http://hdr.undp.org/en/media/HDR_2010_EN_Chapter5_reprint.pdf.

²¹ Classification extraite de la présentation de Lara Blanco, San José, PNUD, 2004.

²² LOEBER, 1998. *Caminos a la delincuencia*, in *Elementos para una Criminología Local*. 2003. P. 291.

scolaire et chômage, bas niveau socio-économique). L'alcool et les drogues sont identifiés comme les instigateurs ou les « facilitateurs » de ces problèmes.²³

- Facteurs scolaires.

5. Expériences réussies en matière de réduction du crime et de la violence dans certains pays du monde

- Programme « Mission Bogota » (Bogota, maire Antanas Mokus) pour la population à risque (personnes qui sortaient de centres de réhabilitation sociale, femmes qui exercent la prostitution). Ils ont été formés comme Guides citoyens pour travailler avec la municipalité dans le domaine de l'éducation citoyenne avec d'excellents résultats et des niveaux d'incidence d'infractions très bas de la part de ces guides.
- Campagnes « Coeurs bleus » (Équateur) et « Etoiles noires » (Bogota) : réduction des accidents de la circulation.
- Quito : réduction des homicides.
- Centres de soins intégraux pour femmes battues.
- Etats-Unis : mise en œuvre des stratégies de prévention familiales (visites à domicile). Prévention précoce du comportement antisocial chez les enfants et les jeunes résultant de l'abus, la négligence et une formation inadéquate. Le programme est basé sur la visite à domicile d'infirmières qualifiées et d'autres fonctionnaires pour informer les femmes enceintes ou qui ont des enfants de 0 à 2 ans, et fournit une formation pour éduquer les enfants et gérer des problèmes tels que la dépression, la colère, l'impulsivité et la consommation de drogues. [Dans les études effectuées on a constaté une réduction de 79% des cas de maltraitance et de négligence chez les mères pauvres (Olds et al, 1997) (...) chez les adolescents dont les mères avaient reçu des visites à domicile, la probabilité de fugue a diminué de 60%, la probabilité d'arrestation a diminué de 55% et la probabilité de commettre des délits a diminué de 80%, par rapport aux adolescents dont les mères n'avaient reçu aucune visite (Olds et al, 1998)].

Les cours complétés par des visites hebdomadaires d'enseignants de la maternelle constituent une autre stratégie efficace pour réduire la violence chez les jeunes enfants (comparable aux visites à domicile). En outre, cette approche permet de sensibiliser les parents et les enfants au sujet de la prévention de la violence ; le travail accompli par le personnel de l'école continue à la maison, ce qui permet une certaine continuité dans le processus. On a constaté que le fait de fournir ces services aux enfants de moins de 5 ans réduit le taux d'arrestations, au moins jusqu'à l'âge de 15 ans (Lally et al, 1988) et de 19 ans (Berrueta-Clément et al, 1985). Il a été observé que la thérapie familiale et la formation des parents au sujet des préadolescents délinquants et en situation de risque réduisent l'agressivité et l'hyperactivité, deux facteurs de risque de délinquance.²⁴

²³ Banque mondiale, *Guía didáctica para Municipios: Prevención de la delincuencia y la violencia a nivel comunitario en las ciudades de América Latina*. 2003. P. 8.

²⁴ Banque mondiale, *Guía didáctica para Municipios: Prevención de la delincuencia y la violencia a nivel comunitario en las ciudades de América Latina*. 2003. P. 72.